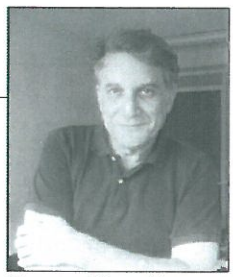
La voix de l'acteur

Bâtiments à énergie « matière grise »

Haute performance énergétique, passif, positif, voire neutre en carbone... les bâtiments devront être vertueux. Pour réussir à bâtir économe aussi bien en énergie qu'en coût, il faut allier innovation, intelligence et transversalité.



DR

Bernard Sesolis, directeur de Tribu énergie, bureau d'études pour le bâtiment. www.tribu-energie.fr

À quoi ressembleront les bâtiments de demain ?
Pour répondre au facteur 4, les bâtiments devront consommer peu d'énergie fossile. Or, il sera difficile de réduire dans l'ancien. Les nouveaux devront donc diviser par six à huit fois leurs consommations. D'où un rythme effréné de réglementations imposant des économies d'au moins 20 % à chaque fois.

Le changement va donc se faire de manière progressive ?
Non, c'est une vision très simpliste. Il y aura des sauts technologiques qui feront que les choix énergétiques ne seront plus les mêmes. Car si on sait déjà faire aujourd'hui avec des produits en catalogue, des bâtiments très performants, voire à énergie positive, ils ne sont pas pour l'instant intéressants économiquement. Les techniques actuelles donnent des logements coûteux et fragiles dans leurs performances. Elles ne sont pas adaptées à du logement social.

Peut-on favoriser ces sauts technologiques ?
Jusqu'à présent, les nouveautés techniques avaient du mal à percer, surtout en France. Elles mettaient souvent trente ans avant d'être acceptées. Désormais, il faut prendre le risque de mettre en œuvre directement les nouvelles technologies et miser sur la R&D.

Les avancées technologiques seront-elles suffisantes ?
Évidemment non. Du matériel performant ne sert à rien si au départ le projet est mal conçu, ou si la mise en œuvre n'est pas soignée. Il faut investir dans l'humain. Ce qu'il faut, c'est de la matière grise.

Quels sont les points clés ?
Pour plus de matière grise, il faudrait une meilleure rémunération de la partie étude. Par exemple, en Allemagne, les bureaux d'études sont mieux payés et au final les bâtiments sont très performants avec un surcoût très faible. Il faut aussi une meilleure communication entre architectes et ingénieurs, qui doivent travailler ensemble dès le début du projet. Par ailleurs, l'environnement des bâtiments doit être pris en compte, comme le comportement des occupants. De même, il ne sert à rien de construire « positif » à 30 km de tout. Enfin, une mise en œuvre pointue est indispensable. Or elle n'existe pas aujourd'hui.

Pourquoi ?
Il faudrait sur les chantiers des chefs présents, des gens formés et correctement payés. Aujourd'hui, ils font souvent ce qu'ils peuvent avec ce qu'ils ont...

Faudrait-il miser davantage sur le préfabriqué ?
Dans les années 60, une industrialisation des bâtiments a déjà été tentée, mais sans succès du point de vue énergétique. Le bâtiment est compliqué, il faut de l'humain pour s'adapter à chaque situation.

Justement, comment s'adapte le monde du BTP ?
Ça bouge ! Il y a une prise de conscience qu'il faut agir pour ne pas être obsolète. Au niveau technique, cela va très vite. Des vitrages, désormais standards, relevaient de la science-fiction il y a à peine cinq ans. Les décideurs publics et les bailleurs sociaux montent de plus en plus d'opérations exemplaires. Le privé s'y met aussi. Par exemple, un promoteur qui allait lancer un programme de logements, encore sous la réglementation thermique (RT) 2000, s'est posé la question de savoir à combien lui reviendrait de se référer à la RT 2005. Je le lui ai calculé, ainsi que pour la RT 2010. Finalement il va s'orienter vers la RT 2010, alors qu'il n'en a aucunement l'obligation !

Les labels HPE, THPE et BBC [1] sont-ils de bons outils incitatifs ?
Ces labels peuvent être intéressants, surtout si à la clef se profile une incitation fiscale, comme c'est le cas pour le logement social. Pour l'instant, le point réglementaire qui peut avoir un vrai effet levier, c'est la modification du coefficient d'occupation des sols pour une opération THPE.

La certification HQE peut-elle aider à mener des projets performants ?
Je suis pour les certifications, mais aujourd'hui elles ne sont pas adaptées. Elles imposent des contraintes qui freinent la réflexion. De plus, la HQE est terriblement timide sur l'énergie. Quelle tête auront les bâtiments HQE dans quelques années s'ils ne sont même plus aux normes ? ■ E. L.

1. Bâtiment basse consommation, tel le label Effinergie.

CARNET

Medad
Jean-Louis Borloo, cofondateur du mouvement Génération Écologie, a été nommé **ministre d'État de l'Écologie, du Développement et de l'aménagement durables**, et la députée de l'Essonne **Nathalie Kosciusko-Morizet secrétaire d'État à l'Écologie** (*voir* ES *n° 220 p. 7*). *www.ecologie.gouv.fr*

Ministère de l'Agriculture
Michel Barnier, ancien ministre de l'Environnement, a été nommé **ministre de l'Agriculture et de la Pêche**. *www.agriculture.gouv.fr*

Association HQE
L'Association HQE accueille dans ses rangs plusieurs **nouveaux membres** : la **Caisse des dépôts**, l'**Arseg** (Association des directeurs et responsables de services généraux), l'**Ucanss** (Union des caisses nationales de la sécurité Sociale) ainsi que la ville de **Marcq-en-Barœul** (59). L'ensemble du bureau a été reconduit. *www.assohqe.org*

Savin Martinet Associés
Françoise Bienaymé-Galaz a rejoint le Cabinet Savin Martinet Associés en tant qu'**avocate consultante en droit privé général et de l'environnement**. Elle était précédemment directrice juridique du groupe Nord-Est, société cotée regroupant des entreprises spécialisées dans la fabrication d'emballages. *www.smaparis.com*

Bignon Lebray & associés
Stéphane Couchoux, 38 ans, rejoint le cabinet d'avocats Bignon Lebray & associés en qualité d'**associé, responsable du développement des fondations d'entreprise**. Ce juriste a débuté sa carrière en 1994 au sein de Fidal avant de rejoindre en 1999 Ernst & Young Société d'avocats. *www.bignonlebray.com*

P&G
Marc Alias, 43 ans, a été nommé **directeur de la communication pour Procter & Gamble en Europe de l'Ouest**. Diplômé d'HEC (promo 1987), **ancien auditeur du Collège des hautes études en environnement et développement durable** (CHEE-DD), il a rejoint P&G à Bruxelles en 1988 au département marketing. Marc Alias est par ailleurs vice-président d'Ecopar, actionnaire d'Éco-Emballages. ■ *www.fr.pg.com*